

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

*Principaux faits saillants à l'issue de la Conférence de Presse du 24 septembre commémorant le 70ème anniversaire de la Proclamation de la RPC : la PBoC n'emboîtera pas le pas des autres grandes banques centrales pour ce qui est de la forte baisse des taux d'intérêt ; la date du lancement de la monnaie digitale par la PBoC reste incertaine ; les retraites seront étayées par de multiples mesures.*

**ECONOMIE GENERALE** ([ici](#))

**Entreprises d'Etat/sécurité sociale** : le ministère des Finances a transféré 10% de sa participation dans ICBC et ABC au Fonds de la sécurité sociale

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Institutions financières** : ZHANG Qingsong serait nommé le nouveau CEO de ABC, un poste reste vacant depuis un an ; HE Qing prendra la fonction du président de Guotai Junan

**Ouverture financière** : Le géant financier japonais Daiwa veut créer sa propre entreprise de valeurs mobilières en Chine

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Guerre commerciale** : mesures de désescalade en amont de la rencontre des négociateurs à Washington début octobre

**Guerre commerciale** : accord pour une réforme de l'Union postale universelle (UPU)

**Relations États-Unis-Chine** : nouvelles sanctions américaines sur des entreprises chinoises commerçant avec l'Iran

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Accès au marché** : publication du Position paper 2019/2020 de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Politique industrielle** : la municipalité de Hangzhou va positionner des représentants dans 100 entreprises dont Alibaba et Geely

**Tourisme** : la faillite de Thomas Cook fragilise la position de Fosun dans le secteur

**Semi-conducteurs** : Qualcomm et ARM continuent de commercer avec Huawei

**Intelligence artificielle** : Alibaba lance Hanguang 800, sa propre puce NPU

**DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Infrastructures** : ouverture du nouvel aéroport international de Pékin

**Energie** : Atelier organisé par la Plateforme de coopération énergie UE-Chine à Pékin sur la thématique du marché chinois de l'électricité

**Développement durable** : discours du ministre des affaires étrangères M. WANG Yi au Sommet Action Climat à New York



## HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

**Croissance** : la Banque asiatique de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour Hong Kong à 0,3% en 2019

**Secteur aérien** : le Board of Airline Representatives a adressé au ministère des transports une demande de diminution des taxes aéroportuaires

**Baisse des taux d'intérêt** : la HKMA a baissé son taux de 25 points de base à 2,25 %

**Hausse des dépenses d'infrastructures** : le Ministre des finances M. Paul Chan, a annoncé le dimanche 15 septembre sur son blog officiel le lancement de nouveaux projets d'infrastructures

**IPO** : Introduction en bourse de la filiale asiatique d'AB InBev

## CONJONCTURE

Principaux faits saillants à l'issue de la Conférence de Presse du 24 septembre commémorant le 70ème anniversaire de la Proclamation de la RPC : la PBoC n'emboîtera pas le pas des autres grandes banques centrales pour ce qui est de la forte baisse des taux d'intérêt ; la date du lancement de la monnaie digitale par la PBoC reste incertaine ; les retraites seront étayées par de multiples mesures

La première conférence de presse commémorant le 70e anniversaire de la proclamation de la RPC a eu lieu le 24 septembre,

YI Gang (gouverneur de la PBoC) :

i) La Chine est confrontée à un ralentissement économique, mais la politique monétaire restera prudente avec des ajustements très progressifs en lieu et place d'une forte baisse des taux d'intérêt et de mesures d'assouplissement quantitatif que d'autres banques centrales ont adoptées récemment, étant donné que « la croissance économique et les prix en Chine restent à un niveau raisonnable » et qu'à long terme, l'accent est mis sur la réforme structurelle du côté de l'offre pour améliorer l'efficacité du canal de transmission de la politique monétaire et réduire le coût de financement des entreprises avec des outils de politique monétaire innovants.

ii) Le projet de monnaie digitale de la PBoC – DCEP (Digital Currency Electronic Payment), lancé en 2014, a fait des progrès, mais le calendrier de lancement officiel demeure incertain dans la mesure où il reste encore à effectuer une série de recherches, tests, évaluations et contrôles des risques. La monnaie digitale de la PBoC ne remplacerait qu'une partie de M0 (monnaie en circulation) au lieu de M1 ou M2. A noter que si la DCEP est appelée à être utilisée dans le cadre des échanges transfrontaliers, il convient de remplir les exigences internationales AML/CFT (concernant l'anti-blanchiment d'argent, la lutte contre le financement du terrorisme), la lutte contre la fraude fiscale, la traçabilité des opérations (« know your client ») etc.

iii) A fin août 2019, l'encours des crédits aux PME a atteint 11000Mds RMB, soit une hausse de 23% par rapport à la même période de 2018, chiffre qui ne doit pas faire illusion, compte tenu des effets de base et du volontarisme gouvernemental en la matière ; l'encours des prêts aux entreprises privées était 45000Mds RMB, soit une croissance de 6,7% ; le coût de financement des PME a baissé plus de 1% par rapport à 2018. Pour mémoire, dans le rapport de travail gouvernemental annoncé par le premier ministre LI Keqiang en mars 2019, le Conseil des affaires d'Etat a fixé des objectifs aux 5 grandes banques d'Etat pour cette année: les prêts accordés aux PME ont doivent enregistrer une croissance de 30% ; le coût du financement des PME doit baisser de 1%.

LIU Kun (ministre des Finances) :

i) Selon le Rapport de travail gouvernemental en mars 2019, la réduction d'impôts et de charges à l'échelle nationale pour l'année 2019 devait être de 2000Mds RMB ; entre janvier et juillet 2019, la Chine a réalisé des réductions d'impôts et de charges de 1349Mds RMB. Dans le détail, entre janvier et juillet 2019, le secteur manufacturier a bénéficié de 365Mds RMB de réductions d'impôts, soit 31% de l'enveloppe effective à fin juillet 2019 ; les entreprises privées ont enregistré 745Mds RMB de réductions d'impôts, soit 63%. Néanmoins, les finances publiques font face à une pression croissante en raison du déséquilibre entre les recettes et les dépenses. L'objectif de croissance des recettes gouvernementales pour l'année 2019, de 5,1%, est à ce stade nettement en retrait, à 3,5%.



ii) Face au vieillissement démographique ainsi qu'à la mobilité géographique, la couverture des retraites de certaines provinces a enregistré un déséquilibre entre les recettes et les dépenses. Le gouvernement chinois continue de mettre en œuvre les mesures suivantes : élever le taux de redistribution à 3,5% de l'administration centrale aux collectivités locales en 2019, soit 630Mds RMB au total, enveloppe au titre de laquelle les régions de l'ouest et du centre et la base des industries traditionnelles profitent à hauteur de 150Mds RMB ; préparer le transfert des actifs des gouvernements locaux à la sécurité sociale (actuellement, 53 sociétés de l'administration centrale et 14 institutions financières ont réalisé un transfert d'actifs de 860Mds RMB) ; les dépenses des collectivités au titre des pensions de retraite ont été subventionnées par l'Etat central à hauteur de 529Mds RMB en 2019, soit une augmentation de 9,4% par rapport à 2018.

NING Jizhe (vice-président de la Commission nationale de la Réforme et du Développement, responsable du Bureau de statistiques national) :

Comme en 2018, l'émission des « special purpose bonds » des gouvernements locaux au titre de l'exercice prochain sera avancée au T4 2019, afin de financer principalement des projets dans les secteurs de transport, énergie, protection environnementale, services publics etc. Il faut également encourager le dynamisme des investissements privés pour que ces derniers représentent plus de 60% des investissements totaux.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECONOMIE GENERALE

**Entreprises d'Etat/sécurité sociale : le ministère des Finances a transféré 10% de sa participation dans ICBC et ABC au Fonds de la sécurité sociale**

Le 25 septembre, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) et Agricultural Bank of China (ABC) ont annoncé séparément que leur actionnaire, le ministère des Finances a transféré 10% de sa participation au Fonds de la sécurité sociale pour un montant total de 115,2Mds RMB, soit 67,7Mds RMB et 47,5Mds RMB respectivement. A fin juin, les premiers grands actionnaires de ICBC étaient Central Huijin (34,7%), le ministère des Finances (34,6%), Pingan Asset Management (3,4%) et le Fonds de la sécurité sociale (2,4%). Après le transfert de 10% des actions, le Fonds de la sécurité sociale voit sa participation portée à 5,9% dans ICBC alors que la participation du ministère des Finances n'est plus que de 31,1%. Pour ABC, ses premiers grands actionnaires étaient Central Huijin (40,0%), le ministère des Finances (39,2%) et le Fonds de la sécurité sociale (2,8%). Après le transfert de 10% des actions, le Fonds voit sa participation accrue à 6,1% dans ABC alors que la participation du ministère des Finances revient à 35,3%.

Pour mémoire, le Conseil des affaires d'Etat a publié le 18 novembre 2017 le « Plan de transfert de capitaux de l'Etat vers le Fonds de sécurité sociale » afin de « répondre à la pression croissante qui pèse sur les caisses de retraite », en raison notamment du vieillissement de la population. Le Plan prévoit à terme le transfert de 10% des participations majoritaires des autorités publiques dans des entreprises moyennes et grandes (sauf « les entreprises à but non-lucratif ou culturelles »), aussi bien au niveau central que local, au Fonds de sécurité sociale de l'échelon administratif correspondant. (cf. Brève du 24/11/2017). En juillet 2019, le Conseil des affaires d'Etat a recommandé d'accélérer le transfert des capitaux de l'Etat à la sécurité sociale en demandant aux SOEs centrales d'accomplir le transfert d'ici fin 2019 et aux SOEs des gouvernements locaux de transférer 10% des actions d'ici 2020.

L'administration de gestion des entreprises de l'Etat central (SASAC) a annoncé une troisième vague de transferts en provenance d'entreprises d'Etat (SOE), celles-ci transférant la propriété de 10% de leurs participations majoritaires vers les fonds de sécurité sociale. La 3e série inclut 35 SOEs pour un transfert de 522 Mds RMB au total, le nombre des SOEs et le montant de transfert ayant fortement augmenté par rapport aux deux premières séries (1e série : 3 SOEs en mars 2018 ; 2e série : 15 SOEs en novembre 2018). Ces 53 SOEs pilotes contribuent à un transfert total de 604 Mds RMB. (cf. Brève du 15/07/2019)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## BANQUE ET FINANCE

Institutions financières : ZHANG Qingsong serait nommé le nouveau CEO de ABC, un poste reste vacant depuis un an ; HE Qing prendra la fonction du président de Guotai Junan

Agricultural Bank of China (ABC) aurait à sa tête un nouveau CEO - ZHANG Qingsong, faisant suite à une vacance d'un an. ZHANG a été nommé secrétaire adjoint du comité du parti communiste de ABC le 23 septembre, il est susceptible de devenir CEO avec l'approbation de son conseil d'administration et des régulateurs financiers. Avant cette nomination, ZHANG, âgé de 54 ans, était CEO d'une banque gouvernementale de développement (policy bank), Export-Import Bank of China, depuis août 2018. Auparavant, il avait travaillé pendant 28 ans à la Bank of China où il avait été promu vice-président exécutif en 2016. L'ancien président de ABC, ZHAO Huan, était devenu Président de la China Development Bank, après son départ de ABC en septembre 2018.

Le CEO de l'un des plus grands assureurs chinois - China Pacific Insurance (Group) Co. Ltd., HE Qing, prendra la fonction du président de l'une des plus grandes sociétés de valeurs mobilières - Guotai Junan Securities Co. Ltd. HE Qing, 47 ans, a été nommé secrétaire du comité du parti communiste de Guotai Junan le 23 septembre, dont il sera bientôt le président. Il est maintenant président de China Pacific Insurance, un poste qu'il a occupé moins de deux ans après son entrée dans la société en novembre 2015. Le président actuel de Guotai Junan est YANG Dehong, qui a pris ses fonctions en 2015. Pendant son mandat, Guotai Junan s'est introduite en bourse à Shanghai en juin 2015 et à Hong Kong en avril 2017. En 2018, Guotai Junan était la deuxième société de valeurs mobilières en Chine en termes de bénéfice net (7,1Mds RMB) et la troisième en termes de revenus d'exploitation (22,7Mds RMB), selon la Securities Association of China. Au premier semestre de 2019, Guotai Junan a enregistré un bénéfice net de 5,3Mds RMB, en hausse de 25,2% par rapport à l'année précédente, avec un actif total de 540,4Mds RMB.

### **Ouverture financière : Le géant financier japonais Daiwa veut créer sa propre entreprise de valeurs mobilières en Chine**

Le géant financier japonais Daiwa Securities, le deuxième plus important groupe de valeurs mobilières au Japon derrière Nomura, a demandé au régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) l'autorisation d'établir une coentreprise de valeurs mobilières chinoise sous son contrôle qui commencerait ses activités d'ici juin 2020. Daiwa détiendra 51% de participation dans l'entreprise, tandis que le Beijing State-owned Capital Operation and Management Center (BSCOMC) et Beijing Xicheng Capital Holdings, une filiale d'investissement appartenant au gouvernement du district de Xicheng de Beijing, détiendront les 49% restants. En 2014, Daiwa a mis fin à une coentreprise avec Shanghai Securities Co. Ltd. en raison de différends avec son partenaire chinois et de mauvaises performances commerciales.

Pour mémoire, la CSRC a publié en avril 2018 des règles visant à relever à 51% le plafond de participation étrangère autorisé dans les sociétés de valeurs mobilières chinoises. En novembre 2018, la CSRC a autorisé UBS Group à porter sa participation à 51% dans sa coentreprise chinoise UBS Securities, lui permettant ainsi de devenir la première société étrangère de valeurs mobilières en Chine. Les régulateurs chinois ont aussi autorisé en mars JPMorgan et Nomura à créer des coentreprises de valeurs mobilières au sein desquelles chacune sera majoritaire. En outre, lors du Forum Economique Mondial à Dalian le 2 juillet, le Premier Ministre Li Keqiang a annoncé une accélération du calendrier de l'ouverture financière en avançant la levée des plafonds de participation étrangère dans les sociétés de valeurs mobilières chinoises d'ici 2020. (cf. Brève du 19/08/2019)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

### Guerre commerciale : mesures de désescalade en amont de la rencontre des négociateurs à Washington début octobre

Les autorités chinoises et américaines ont successivement envoyé, cette semaine, des signaux de désescalade à la suite des rencontres au niveau vice-ministériel intervenues en fin de semaine dernière (voir brèves de la semaine du 16 septembre). Après que le ministère chinois du Commerce (MofCom) ait salué des « discussions constructives », le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a dit « attendre avec impatience [look forward to] » l'arrivée du négociateur chinois en chef à Washington. Selon le secrétaire au Trésor Steven Mnuchin, cette visite est prévue pour « dans deux semaines » (le média américain CNBC évoque les dates du 10 et 11 octobre). Le 20 septembre, l'USTR a également annoncé avoir exempté de droits de douane supplémentaires 437 catégories de produits chinois soumis à des tarifs, pour une partie d'entre eux depuis l'été 2018 (25 %), pour d'autres depuis septembre 2018 (10 % puis 25 % à partir de mai 2019). Il s'agit de la onzième salve d'exemptions décidée par les États-Unis depuis le début de la guerre commerciale ; en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies, le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a salué un « geste de bonne volonté » et a appelé les deux parties à multiplier les mesures « enthousiastes ». La Chine poursuit sa politique d'exemption des droits de douane supplémentaires à l'importation de soja et de porc américain. Selon *Bloomberg*, elle s'apprêterait à finaliser un achat de 100 000 tonnes de porc américain. Pour rappel, ce dernier est actuellement soumis à des tarifs de 72 %, dans un contexte où la Chine fait face à une grave épidémie de peste porcine africaine qui a décimé ses cheptels et engendré une hausse du prix du porc de 47% en un an.

[Lire le communiqué du MofCom](#)

[Lire le communiqué de l'USTR](#)

[Lire la décision d'exemption de l'USTR](#)

### Guerre commerciale : accord pour une réforme de l'Union postale universelle (UPU)

Les 192 membres de l'Union postale universelle, dont la Chine fait partie, se sont accordés, le 25 septembre, sur une réforme des tarifs postaux applicables aux livraisons de colis, à l'occasion d'un congrès extraordinaire précipité par la menace des États-Unis (représentés au congrès par le conseiller commercial du Président américain Peter Navarro) de se retirer de l'organisation. Pour rappel, le porte-parole de la Maison Blanche avait annoncé, en octobre 2018, le retrait prochain des États-Unis de l'Union postale universelle (UPU) dans le but de renégocier, d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020, les tarifs postaux applicables notamment à la livraison de petits colis. L'administration américaine concentrait ses critiques sur le fait que les règles de l'UPU – en place depuis 1969 – permettraient aux exportateurs chinois (comme à ceux basés dans d'autres pays considérés comme en développement) de bénéficier de tarifs réduits à la livraison de petits colis aux États-Unis ([voir brèves de la semaine du 15 octobre 2018](#)). Selon la Poste américaine, le tarif applicable aux opérateurs américains pour des livraisons intra-États-Unis de colis de 2 kg est quatre fois supérieur au tarif dont s'acquittent les entreprises chinoises pour livrer depuis la Chine vers les États-Unis. Dans le cadre de l'accord intervenu, les grands pays importateurs de colis, tels que les États-Unis, pourront désormais imposer leurs propres tarifs minimaux – jusqu'à 70 % du prix applicable sur le marché intérieur.



## Relations États-Unis-Chine : nouvelles sanctions américaines sur des entreprises chinoises commerçant avec l'Iran

Le Trésor américain a annoncé, le 25 septembre, l'inscription sur liste noire de six entreprises et de cinq individus chinois (à la tête de ces entreprises) impliqués dans le transport de pétrole depuis l'Iran malgré le rétablissement de sanctions américaines. Parmi les entreprises concernées figurent deux filiales du groupe COSCO ainsi que l'entreprise Kunlun. Ces entités voient leurs avoirs localisés sur le territoire américain gelés. Pour rappel, la dérogation dont bénéficiaient la Chine et sept autres pays pour continuer à importer du pétrole iranien avait été levée le 1<sup>er</sup> mai dernier ([voir brèves de la semaine du 22 avril 2019](#)). Réagissant aux sanctions américaines, le porte-parole du ministère chinois du Commerce a rappelé « l'opposition de la Chine au principe du bras long (*long-arm jurisdiction*) » et appelé l'administration américaine à « corriger ses méfaits ». Pour mémoire, la Chine était, en 2018, le premier importateur mondial de pétrole iranien (29 000 tonnes en 2018, soit 14 Mds USD).

[Lire l'annonce du Trésor américain](#)

[Lire l'annonce du département d'État américain](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## CLIMAT DES AFFAIRES

### Accès au marché : publication du *Position paper 2019/2020* de la Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine

La Chambre de commerce de l'Union européenne en Chine a présenté, le 24 septembre, son *Position Paper 2019/2020* qui contient, cette année encore, plus de 800 recommandations transversales et sectorielles à l'intention des autorités chinoises dans le but d'améliorer l'accès au marché des entreprises européennes. Cette année, le plaidoyer de la Chambre s'articule autour d'un sujet : celui de la réforme des entreprises d'État (SOEs). Selon la Chambre, l'omniprésence des entreprises d'État et leurs dysfonctionnements constitueraient « la problématique structurelle au cœur des difficultés économiques chinoises ». La Chambre européenne s'emploie à souligner que le traitement préférentiel dont bénéficient les SOEs (accès aux responsables gouvernementaux, capacité d'influence sur les politiques, accès favorisé aux financements et aux licences) touche aussi bien les entreprises européennes et les entreprises privées chinoises. Dans ce contexte, elle appelle la Chine à appliquer le concept de « neutralité concurrentielle » (*competitive neutrality*) tel que défini par l'OCDE\*. Elle encourage les autorités chinoises à cesser de promouvoir une approche de l'accès au marché qui se restreigne à un raccourcissement de la liste négative et à s'attaquer aux « barrières secondaires » telles que les licences. La Chambre appelle enfin l'Union européenne à vivre son « *Sputnik moment* » et à renforcer ses « mécanismes de protection » (amélioration du dispositif de *screening* des investissements, adoption de l'*International Procurement Instrument*) afin de se prémunir contre les distorsions sur son propre marché causées par les entreprises d'État chinoises.

\* "a fundamental principle of competition law and policy that firms should compete on the merits and should not benefit from undue advantages due to their ownership or nationality"

[Lire le \*Position Paper\* de la Chambre de commerce de l'Union européenne](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### Politique industrielle : la municipalité de Hangzhou va positionner des représentants dans 100 entreprises dont Alibaba et Geely

A l'occasion d'une conférence consacrée à « la nouvelle production manufacturière », la municipalité de Hangzhou a annoncé le 20 septembre 2019 un « plan pour une nouvelle production manufacturière ». Parmi les mesures envisagées, la disposition visant à inclure un fonctionnaire en tant que « représentant des affaires gouvernementales » dans 100 entreprises, dont le géant du e-commerce Alibaba et le constructeur automobile Geely (la liste complète n'a pas été communiquée), a été particulièrement commentée. L'objectif officiel est ainsi de « faciliter le dialogue » entre les autorités et les entreprises ciblées mais cette décision peut également être interprétée comme une expérimentation, ayant potentiellement vocation à être répliquée, visant à augmenter le niveau de contrôle du gouvernement sur les entreprises privées, notamment les très grandes entreprises.

Suivant une logique similaire, un autre programme-pilote est actuellement en place dans la ville de Taiyuan (Shanxi), où le gouvernement local prend le contrôle direct de la gestion financière de certaines entreprises.

[Lire un article sur les programme-pilotes de Hangzhou et Taiyuan \(en chinois\)](#)

### Tourisme : la faillite de Thomas Cook fragilise la position de Fosun dans le secteur

Le groupe d'investissement chinois Fosun, actionnaire de Thomas Cook à hauteur d'environ 18%, n'a pas pu éviter la mise en faillite du voyageur britannique, qui a été officialisée lundi 23 septembre. Cette faillite a été occasionnée par le refus des créanciers de la banque, dont certains étaient assurés contre la banqueroute de Thomas Cook grâce à des *credit default swaps* (CDS), de renflouer l'entreprise dont les résultats financiers étaient largement déficitaires (-1,5 Md GBP- ou 1,7Md EUR - au S1 2019). L'entreprise, qui employait 22 000 salariés dans le monde, verra donc ses actifs liquidés et a d'ores et déjà mis un terme à ses activités.

Pourtant, en août dernier, Thomas Cook avait annoncé avoir accepté un plan de recapitalisation avec Fosun qui prévoyait ainsi que le groupe chinois prenne le contrôle (75%) de ses activités de tour-opérateur ainsi qu'une part minoritaire (25%) dans la compagnie aérienne de l'entreprise. L'ensemble de la transaction était estimé à 450 M GBP (506 M EUR) et devait être complété par un investissement équivalent fourni par différentes banques et des actionnaires.

D'après des documents financiers de l'entreprise, la participation de Fosun dans Thomas Cook était estimée à environ 1,5 Md USD. Cette perte contrarie ambitions internationales du groupe dans le secteur du tourisme. Pour rappel, depuis 2015, Fosun est également propriétaire du Club Med mais, contrairement à Thomas Cook, cet investissement apparaît aujourd'hui comme un cas modèle d'investissements chinois porteur de croissance, créateur d'emplois et respectueux du projet de l'entreprise. Le maintien de la direction française de l'entreprise en est l'une des illustrations, Henri Giscard D'Estaing étant à la fois président du Club Med et *global partner* de Fosun. En 2018, le Club Med a représenté 70% du chiffre d'affaires de Fosun Tourism.

Outre le tourisme (Club Med, Atlantis Resort), le groupe Fosun possède également des actifs majoritaires et minoritaires dans les secteurs de la santé (Fosun Pharma, Silver Cross), des biens de

consommation (Lanvin, St Hubert, Tsingtao), de la finance (Fosun Capital, Forte), de l'assurance (Fosun United Health Insurance) et du sport (Wolverhampton).

### **Semi-conducteurs: Qualcomm et ARM continuent de commercer avec Huawei**

Rene Haas, le président de l'entreprise britannique ARM Holdings, leader mondial de design de puces avec 90% du marché des *central processing units* (CPU) de téléphonie mobile, a annoncé mercredi 26 septembre que ses relations commerciales avec Huawei et sa filiale HiSilicon se seraient pas altérées par la présence du groupe de Shenzhen sur l'*entity list* américaine. En effet, selon les arguments fournis par ARM, les brevets d'architecture de *design* de puces vendus à Huawei et HiSilicon seraient basés sur des technologies britanniques, ce qui les dispenserait des restrictions imposées par l'*entity list*.

De même, le fondateur américain Qualcomm a annoncé lundi 23 septembre avoir repris ses livraisons à destination de Huawei. Le groupe américain vise également l'obtention d'une dérogation de la part de l'administration américaine qui lui garantirait de pouvoir conserver ses liens commerciaux avec Huawei. Néanmoins, une incertitude demeure quant aux termes de cette licence. En juin dernier, Larry Kudlow, conseiller économique de Donald Trump, avait précisé que Huawei ne bénéficierait pas d'une « amnistie générale » et que le département du Commerce américain (DoC) fournirait des licences d'exportation pour les produits « *where there is general availability* » et ne représentant pas de danger pour la sécurité nationale. Par ailleurs, les deux entreprises seraient en phase de négociations concernant un contrat pluriannuel d'approvisionnement. Au total, le marché chinois représente près de deux tiers des ventes de Qualcomm. Outre Huawei, l'entreprise fournit également d'autres fabricants de smartphones, tels que Xiaomi, Oppo et Vivo. La Chine représente 60% des consommations mondiales de semi-conducteurs.

Pour rappel, les semi-conducteurs sont une technologie générique à la base de l'électronique moderne. Malgré une politique de développement active, basée sur des investissements publics colossaux, des transferts technologiques et des rachats de firmes étrangères, la Chine ne parvient pas à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée sur certains segments clés, notamment la fabrication de puces logiques de pointe. La dépendance chinoise de Huawei est ainsi stratégique : si l'entreprise se trouvait privée de composants étrangers, sa production pourrait s'en trouver fortement impactée. En juillet dernier, plusieurs fournisseurs américains de Huawei (Qualcomm, Intel, Broadcom mais aussi Google) avaient conjointement signifié à Donald Trump leur souhait de continuer à commercer avec Huawei, arguant que Huawei pourrait se tourner vers d'autres fournisseurs de semi-conducteurs si la coopération avec les entreprises américaines devenait impossible. Ces deux annonces successives pourraient donc atténuer certaines tensions, au moins temporairement, bien que les interrogations concernant la gouvernance et le traitement des données par Huawei demeurent un sujet controversé.

### **Intelligence artificielle : Alibaba lance Hanguang 800, sa propre puce NPU**

A l'occasion de la conférence Apsara organisée par Alibaba Cloud, le 25 septembre 2019, Alibaba a présenté sa première puce conçue en interne (mais qui reste néanmoins produite par un fondateur externe), dédiée à l'intelligence artificielle et au *cloud computing*. Baptisée Hanguang 800, cette puce de type neuromorphique (*neural processing unit* (NPU)) est particulièrement adaptée à l'apprentissage profond (*deep learning*). Inspiré du fonctionnement d'un réseau de neurones, ce type de puce se différencie ainsi des *central processing units* (CPU) dont l'architecture se prête mieux à l'exécution rapide de séquences d'instructions prédéfinies. Pour l'heure, cette puce n'est pas commercialisée et



propose principalement des applications commerciales qui permettent « d'améliorer l'expérience des utilisateurs » de la plateforme de e-commerce en optimisant par exemple les fonctionnalités de recherche ou les recommandations de produits. D'après ses concepteurs, cette nouvelle puce permet par exemple de catégoriser un milliard de photos d'articles automatiquement en cinq minutes, contre une heure précédemment.

Hanguang 800 a été développée conjointement par [DAMO Academy](#), le centre de recherche d'Alibaba et T-Head (Pingtougé), une filiale du groupe dédiée à l'industrie des semi-conducteurs. Cette dernière a été fondée en septembre 2018 après le rachat, en avril 2018, du C-SKY Microsystems, une entreprise de design de puces également basée à Hangzhou. Il est à noter que le lancement de cette puce intervient avec cinq mois de retard, Alibaba prévoyant initialement un lancement en avril 2019 (*voir brèves du 21 septembre 2018*).

Depuis plusieurs années, Alibaba a entamé une diversification de ses activités. Le groupe contribue en particulier à plusieurs priorités industrielles et scientifiques chinoises a priori sans lien direct avec son expertise de départ (e-commerce). Dans cette même optique, Alibaba est également présent dans l'industrie du *cloud*, où sa branche dédiée détenait au deuxième trimestre 43% du marché de l'aaS (Infrastructure as a Service), réalisant un chiffre d'affaires de 25 Mds CNY (3,2 Mds EUR) en 2018, mais également de l'informatique quantique. A l'avenir, le développement de nouvelles capacités dans le domaine des semi-conducteurs pourrait permettre à Alibaba de proposer des services de *cloud computing* autonomes, offrant notamment des solutions de gestion plus sophistiquées aux entreprises grâce à l'utilisation de l'intelligence artificielle.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### Infrastructures : ouverture du nouvel aéroport international de Pékin

Le nouvel aéroport international de Pékin-Daxing a été officiellement inauguré par le président Xi Jinping le mercredi 25 septembre 2019, quelques jours avant le 70ème anniversaire de la République populaire de Chine (1er octobre). Le président chinois et sa délégation officielle, composée notamment de membres du Comité permanent du bureau politique du Parti communiste chinois et de M. FENG Zhenglin, Administrateur de l'autorité de l'aviation civile (CAAC), ont emprunté la nouvelle liaison expresse qui relie en moins de 20 minutes Pékin-Daxing au métro de Pékin (station de Caoqiao). Situé à 46 km de la place Tiananmen, l'unique terminal de Pékin-Daxing disposera de quatre pistes, avec un objectif d'accueil de 72 millions de passagers par an d'ici 2025 (un satellite et un second terminal sont prévus ultérieurement). Construit en un temps record (environ 5 ans), ce nouvel aéroport a bénéficié du concours d'entreprises françaises, comme ADP ingénierie, qui a remporté le concours pour la conception architecturale, en association avec le cabinet Zaha Hadid. Le design de l'aéroport repose sur un choix innovant, caractérisé par une superposition des niveaux à la verticale, plutôt qu'une expansion à l'horizontale, ce qui offre au terminal une grande compacité : la distance séparant le cœur du terminal de la porte d'embarquement la plus éloignée est au maximum de 600 mètres. D'autres entreprises françaises ont également pris part à cette infrastructure d'envergure, comme Thales (fourniture des systèmes de gestion du trafic aérien), Airbus Defense & Space (télécommunications sécurisées) ou encore JCDecaux (concession de trois ans sur une partie de l'affichage publicitaire).

Le vol inaugural de China Southern a décollé le 25 septembre à 16h23, pour relier Pékin-Daxing à Canton en A380. Il a été suivi des premiers vols domestiques de China Eastern, Air China, Capital Airlines, China United Airlines, Xiamen Air et Hebei Airlines. Du côté des compagnies européennes, British Airways a annoncé que toutes ses opérations seraient transférées de l'aéroport de Pékin-Capital au nouvel aéroport de Daxing, tandis que la compagnie polonaise LOT et Finnair y ouvriront rapidement des services complémentaires à ceux qu'ils exploitent déjà vers Capital. Pour l'heure, Air France KLM prévoit de maintenir ses opérations vers Pékin-Capital, sans exclure une croissance de son exploitation à Pékin-Daxing dans les mois à venir, en fonction des opportunités et de la demande de transport aérien. A noter enfin que China Eastern, partenaire stratégique d'Air France-KLM, obtenu les autorisations de la CAAC pour opérer une liaison quotidienne vers Paris-CDG depuis Pékin-Daxing, qui sera probablement ouverte début 2020.

### Energie : Atelier organisé par la Plateforme de coopération énergie UE-Chine à Pékin sur la thématique du marché chinois de l'électricité

Un Atelier de la Plateforme de coopération énergie UE-Chine a réuni institutionnels et universitaires sur le thème du marché national de l'électricité et de son cadre législatif à Pékin ce 25 septembre. L'accent a notamment été mis sur les réformes de mécanismes de marché du secteur électrique, marché encore très cloisonné par région. La Chine s'efforce de mettre en place des systèmes d'échange d'électricité entre régions importatrices et exportatrices par interconnexions (construction de lignes à ultra-haute tension - UHV) et la mise en place de marchés pilotes. Les institutionnels et entreprises chinoises sont à l'écoute des meilleures pratiques européennes pour améliorer les mécanismes de marché et optimiser offre et demande d'électricité.

Au cours de cet atelier ont été présentés des modèles de développement du marché chinois de l'électricité en accord avec les objectifs de limitation du réchauffement climatique en dessous de 2°C



et si possible de 1,5°C. Une étude réalisée par le professeur YUAN Jiahai de l'Université d'électricité de Chine du Nord a mis en avant plusieurs trajectoires (« *pathways* ») pour respecter ces scénarii « 2DS » et « 1.5DS », impliquant notamment un doublement ou triplement des capacités d'énergies renouvelables ( 640 GW de capacités installées en 2017), une stabilisation des capacités de production d'électricité à partir du charbon à 1000 GW (contre env. 1100 GW actuellement) et un déploiement à plus grande échelle de solutions de capture et de stockage du CO<sub>2</sub>.

Pour mémoire, selon l'Administration nationale de l'énergie (NEA), les énergies fossiles représentaient en 2018 env. 69% de la production d'électricité (env. +7% d'augmentation annuelle), les renouvelables env. 27% de la production (env. +10%) et le nucléaire 4% (env. +18,6%).

### **Développement durable : discours du ministre des affaires étrangères M. WANG Yi au Sommet Action Climat à New York**

Le *Quotidien du Peuple* a publié un communiqué le 23 septembre sur le discours de M. WANG Yi, Conseiller des Affaires d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et Représentant spécial du Président chinois au Sommet Action Climat à New York.

M. WANG Yi a confirmé l'engagement de la Chine à mettre en œuvre l'Accord de Paris dans le respect des principes de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et à atteindre avant 2030 les objectifs de sa contribution prévue déterminée au niveau national (en anglais INDC). Il a rappelé également l'importance que la Chine attache à la « construction de la civilisation écologique ». La Chine, en tant que coordinateur avec la Nouvelle-Zélande de la Coalition pour des solutions fondées sur la nature, a porté plus de 150 initiatives et une trentaine de projets pilotes, entre autres de puits de carbone naturels et de conservation de la biodiversité.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## HONG KONG et MACAO

**Croissance :** la Banque asiatique de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour Hong Kong à 0,3% en 2019

La Banque asiatique de développement revoit à la baisse ses prévisions de croissance pour Hong Kong à 0,3% (contre 2,5% en avril) en 2019, invoquant le ralentissement de la croissance mondiale, les tensions entre les Etats-Unis et la Chine et les troubles politiques à Hong Kong. Pour 2020 la Banque prévoit une croissance de 1,5%.

**Secteur aérien :** le Board of Airline Representatives a adressé au ministère des transports une demande de diminution des taxes aéroportuaires

Le Board of Airline Representatives, groupement de 70 compagnies aériennes, a adressé au ministère des transports une demande de diminution des taxes aéroportuaires. Le mois d'août, traditionnellement le plus actif de l'année, s'est soldé par un recul de 12,4% du nombre de passagers (851 000 passagers). Septembre étant un mois plus calme devrait enregistrer une baisse plus limitée, mais un recul d'au moins 3% du trafic passagers est désormais prévu pour l'année 2019. En 2018 l'aéroport de Hong Kong avait recensé 74,6 millions de passagers. Qantas, United Airlines, Cathay Pacific et Hong Kong Airlines (propriété du chinois HNA Group), ont réduit les capacités et supprimé certaines routes afin de réduire les pertes. Hong Kong Airlines (déjà en difficulté financière) a annoncé la réduction des salaires de ses cadres de 20% pendant 4 mois à partir de septembre et a mis en place un dispositif de congés non payés pour le personnel.

**Baisse des taux d'intérêt :** la HKMA a baissé son taux de 25 points de base à 2,25 %

La HKMA a répliqué le 19 septembre la baisse des taux d'intérêt américains décidée par la FED la veille et a baissé son taux de 25 points de base à 2,25 %, pour la deuxième fois de l'année, après l'avoir déjà abaissé de 25 points de base le 31 juillet dernier. Norman Chan, président de HKMA, a déclaré que "la baisse du taux d'intérêt bénéficierait aux marchés de capitaux et aux activités économiques de Hong Kong".

**Hausse des dépenses d'infrastructures :** le Ministre des finances M. Paul Chan, a annoncé le dimanche 15 septembre sur son blog officiel le lancement de nouveaux projets d'infrastructures

Le Ministre des finances M. Paul Chan, a annoncé le dimanche 15 septembre sur son blog officiel le lancement de nouveaux projets d'infrastructures. Les travaux couvriront le développement de logements sociaux, la rénovation et l'agrandissement d'hôpitaux, ainsi que le développement et l'extension de villes nouvelles à travers plusieurs programmes : subventions pour l'entretien des bâtiments pour les propriétaires âgés, rénovation des bâtiments (Opération Building Bright 2.0), subventions pour la modernisation des ascenseurs et subventions pour améliorer la sécurité incendie. Il a annoncé que les dépenses annuelles en travaux devraient dépasser 100 Mrds HKD (11,4 Mds EUR) chaque année au cours des prochaines années, contre 80 Mrds HKD (9,1 Mds EUR) les années précédentes. Selon M. Chan, l'investissement dans les infrastructures aidera à "stimuler la compétitivité de Hong Kong et la croissance économique et à améliorer les moyens de subsistance des populations".



## IPO : Introduction en bourse de la filiale asiatique d'AB InBev

La filiale asiatique d'AB InBev (1er groupe brasseur mondial détenant notamment Budweiser, Stella Artois, Corona, Becks, Juplier et Leffe) a levé 5 Mds USD à la bourse de Hong Kong mardi 24 septembre. Le prix d'introduction se situe dans le bas de la fourchette indicative, à 27 HKD (3,44 USD). La cotation débutera le 30 septembre à Hong Kong. Le groupe avait renoncé à ce projet d'IPO dont il attendait une levée de fonds su de 9,8 Mds USD en juillet en raison des conditions de marché défavorables. L'opération constitue la 2ème plus grande IPO de cette année après celle d'Uber (8,1 Mds USD) à New York.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

**Adresse :** N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

**Rédigé par :** Zilan Huang, Camille Bortolini, Wei Li, Lianyi Xu, Antoine Bernez, Antoine Moisson, Maxime Sabourin

**Revu par :** Pierre Martin, David Karmouni, Orhan Chiali, Dominique Grass, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet